



## L'URGENCE POUR FO : Des moyens pour les jeunes Des moyens pour les salariés des Missions Locales

La commission nationale FO des Missions Locales s'est réunie les 8, 9 et 10 décembre à Lille.

Elle constate **les ravages de la baisse des financements**, que FO a combattue :

- Non renouvellement des CDD en 2025.
- Non remplacement des départs (démissions, départs en retraite...).
- Jusqu'à 25 % des effectifs supprimés dans certaines Missions Locales !!

**De nouvelles coupes budgétaires à hauteur de 13 % sont annoncées** dans le cadre du Projet de Loi de Finance 2026.

A cela s'ajoutent **toujours plus d'informatisation, de procédure et d'administration numérique. Ces méthodes de travail déshumanisantes** sont à contre-courant du cœur de métier des Missions Locales.

### Les conséquences sont immédiates pour les salariés

- ⇒ La charge de travail est démesurée provoquant stress, perte de sens au travail, insatisfaction, sentiment du travail non abouti ;
- ⇒ Des salariés sont déplacés pour remplacer les suppressions d'emploi, parfois de façon autoritaire et sans reconnaissance pécuniaire de la surcharge de travail ;
- ⇒ Des conflits éclatent entre les salariés et même entre des cadres de direction ;
- ⇒ Des méthodes managériales autoritaires se développent, le moindre incident est sujet à menace de licenciement ;
- ⇒ Le nombre des arrêts de travail augmente provoquant un turn-over préjudiciable à la qualité du travail, détériorant encore un peu plus la santé des salariés.

**FO DEPLORE L'AUGMENTATION ALARMANTE DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX**

Pour FO, les gouvernements successifs décident de faire de la jeunesse une variable d'ajustement budgétaire. Le démantèlement des Missions Locales est annoncé, dans la continuité de la casse des services publics (hôpital, secteurs de la santé, de l'éducation nationale, de l'action sociale).

La situation des jeunes exige au contraire un renforcement massif des moyens, compte tenu des difficultés auxquelles les jeunes sont confrontés : le taux de chômage et la précarisation, les difficultés d'accès aux études supérieures avec Parcoursup, le manque de moyens dédiés à la formation professionnelle et à l'accès à l'emploi, la suppression progressive des dispositifs de soutien, les problèmes de santé mentale et de vulnérabilité, les problèmes de logement, ou encore les sorties sèches de la Protection de l'Enfance....

**FO dénonce les coupes budgétaires annoncées et rappelle combien l'austérité est suicidaire tant socialement qu'économiquement.**

**Ce n'est ni à la jeunesse, ni aux salariés des Missions Locales de payer !**

## Les effets de la Loi Plein Emploi

FO l'avait annoncé, **le système informatique SI-Convergence** ne serait pas prêt au 1<sup>er</sup> janvier 2026, et pour cause, les équipes de développement France Travail et UNML ne communiquent pas réellement entre elles. Jusqu'à quand la Direction des Systèmes d'Information de l'UNML va regarder le train passer ? Le système Informatique qui sera mis en place tiendra-t-il compte :

- des spécificités des publics des Missions Locales ?
- de l'accompagnement global ?
- du temps consacré à chaque jeune ?
- des bassins d'emploi ?

Nous ne pouvons pas croire que l'UNML ne mettra pas à profit l'augmentation des cotisations dédiées au nouveau système informatique pour garantir un accompagnement des jeunes de qualité et les valeurs fondatrices portées par les Missions Locales. A cela s'ajoute le financement de l'UNML par l'Etat pour la labellisation qui promettait de garantir la pérennité du réseau !

Avec la Loi Plein Emploi, les données issues de la **Déclaration Sociale Nominative (DSN)** sont disponibles pour les Missions locales.

Les employeurs demandent aux salariés des Missions Locales une tâche supplémentaire et pas des moindres : la mise à jour de tous les dossiers des jeunes, alors qu'ils sont déjà surchargés de travail et non « oisifs »

Et cela, dans un objectif non dissimulé de faire valoir les résultats, non pas pour remercier les salariés qui accomplissent des tâches supplémentaires mais pour servir d'argument : *« Le retour attendu contribuera à intervenir favorablement dans les négociations budgétaires actuelles. »*

Cette injonction de Noël n'a aucune finalité professionnelle ! Et pour cause, le but recherché est d'introduire des indicateurs de performance qui à terme impacteront les effectifs, jusqu'à remettre en cause l'existence des services et des structures. Le pilotage ne relève plus des Missions Locales mais des agents de l'Etat.

**Pour FO, il ne doit pas y avoir d'obligation de résultat dans les missions de service public mais une obligation de moyens auprès du public que nous accompagnons. Les jeunes ne sont pas des pièces justificatives pour la comptabilité !**

La jeunesse est réduite à un produit de consommation. Pour l'Etat, chaque parcours de jeune doit être rentable.

### **STOP A LA DESHUMANISATION !**

**FO appelle les salariés à se réunir avec leurs syndicats\*, à construire leurs revendications et à décider des actions à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.**

### **OUI A NOS REVENDICATIONS !**

- **Des budgets pérennes, la fin des Contrats Pluriannuels d'Objectifs (CPO) et la fin des indicateurs de performance.**
- **Des budgets de fonctionnement à hauteur des besoins des jeunes.**
- **Maintien de TOUS les emplois, retour aux effectifs de 2024, embauche des CDD en CDI.**
- **Remplacement systématique des salariés absents.**
- **Augmentation des salaires, indexation sur l'évolution du coût de la vie !**
- **Abrogation de la réforme des retraites ! pas une suspension ! Pour la retraite par répartition, non à la retraite par capitalisation !**

---

\*II-1-5 Convention Collective des Missions Locales

Chaque salarié relevant de la présente convention collective, dispose d'un crédit annuel de deux demi-journées d'information syndicale, considérée comme temps de travail effectif.